EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU BUREAU DE LA COMMUNAUTE URBAINE MARSEILLE PROVENCE METROPOLE

Séance du 26 mars 2009

Monsieur Eugène CASELLI, Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 37 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Francis ALLOUCH - Christian AMIRATY - François-Noël BERNARDI - Sabine BERNASCONI - Jean-Pierre BERTRAND - Patrick BORE - Eugène CASELLI - Gérard CHENOZ - Patricia COLIN - Vincent COULOMB - Eric DIARD - André ESSAYAN - François FRANCESCHI - Jean-Claude GAUDIN - Samia GHALI - Roland GIBERTI - Jean-Pierre GIORGI - Francis GIRAUD - Eric LE DISSES - Marie-Louise LOTA - Patrick MAGRO - Christophe MASSE - André MOLINO - Bernard MOREL - Renaud MUSELIER - Pierre PENE - Claude PICCIRILLO - Roland POVINELLI - Georges ROSSO - Antoine ROUZAUD - Myriam SALAH-EDDINE - Pierre SEMERIVA - Guy TEISSIER - Jean-Louis TIXIER - Claude VALLETTE - Martine VASSAL - Jean VIARD.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Vincent BURRONI - Michel ILLAC - Christophe MADROLLE - Patrick MENNUCCI - Danielle MILON - Philippe SAN MARCO.

Monsieur Le Président a proposé au Bureau d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à la majorité

AGER 018-1086/09 BC

**■ Approbation d'un protocole transactionnel avec la société Alba Sécurité
DTDAG 09/2293/BC**

Monsieur le Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Communauté le rapport suivant :

La société Alba Sécurité a été titulaire, à compter du 11 mars 2005, du marché 05/006 d'une durée d'un an, renouvelé une fois, relatif au gardiennage de sécurité et à la surveillance des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Dans le cadre des prestations de gardiennage qu'elle commandait pour les déchèteries communautaires, MPM a appliqué un taux de TVA réduit, en application de l'instruction 3C-3-99 N°94 du 20 mai 1999 relative à l'application du taux réduit de TVA aux prestations de collecte et de tri sélectifs des déchets ménagers et assimilés et aux prestations de traitement de ces déchets.

En effet, MPM a considéré que les prestations de gardiennage relevaient de la section 2 alinéa 3 de cette instruction fiscale, au titre des prestations de services qui concourent au bon déroulement des opérations de collecte et de tri sélectifs des déchets ménagers et assimilés et de traitement des déchets, dans la mesure où :

AGER 018-1086/09 BC

- elles permettent de garantir la sécurité des usagers et des agents de la collectivités sur certains sites sensibles ;
- elles sont particulièrement nécessaires sur les lieux de récupération de certains déchets à fort potentiel de valorisation pour éviter les actes de vandalisme.

Or la Communauté Urbaine a été saisie par l'entreprise Alba Sécurité, qui fait l'objet d'un redressement fiscal relatif à une application erronée du taux de TVA réduit. MPM ayant saisi la Direction de la Législation Fiscale du Ministère des Finances pour se faire confirmer la possibilité d'appliquer un taux de TVA réduit à ce type de prestations, l'administration fiscale a répondu par la négative. Ainsi, pour les activités de gardiennage, seul un taux de TVA plein doit être appliqué.

Il est donc proposé d'approuver le présent protocole ayant pour objet de rembourser à l'entreprise Alba Sécurité le montant du redressement fiscal dont elle fait l'objet, celui-ci étant issu d'une erreur d'interprétation de la Communauté Urbaine quant aux modalités d'application de l'instruction 3C-3-99.

Monsieur le Président propose au Bureau de la Communauté d'approuver la délibération ci-après :

Le Bureau de la Communauté,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil ;
- L'arrêté préfectoral du 7 juillet 2000 portant création de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération 004-314/08/CC du 31 mai 2008 portant délégation du Conseil Communauté au Bureau et au Président ;
- La réponse de la Direction de la Législation Fiscale du Ministère des Finances ;
- L'extrait de la réponse adressée à la société Alba Sécurité par l'administration fiscale suite au contrôle fiscale dont celle-ci a fait l'objet.

Sur le rapport du Président,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il est nécessaire d'approuver le présent protocole pour rembourser à la société Alba Sécurité les sommes dues par MPM au titre de la régularisation du taux de TVA.

Après en avoir délibéré :

Décide

Article 1 :

Est approuvé le recours à la procédure de transaction amiable entre la Communauté Urbaine et la société Alba Sécurité.

AGER 018-1086/09 BC

Article 2 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et la société Alba Sécurité.

Le montant total des sommes dues par la Communauté Urbaine à la société Alba Sécurité est de 150 875 euros.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole ainsi que tout document nécessaire à son exécution.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront prélevés sur les crédits inscrits au budget fonctionnement 2009 :
Fonction 812 – Nature 6282 - sous politique G110

Pour Visa,
Le Vice-Président Délégué à la Propreté, Traitement
des déchets, Eau et Assainissement

Antoine ROUZAUD

Pour Présentation,
La Présidente Déléguée de la Commission
Une agglomération éco-responsable

Martine VASSAL

Certifié Conforme,
Le Président de la Communauté Urbaine
Marseille Provence Métropole

Eugène CASELLI